

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1904.

Projet de loi approuvant la Convention conclue entre la Belgique et le Luxembourg sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, qui approuve la Convention conclue entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques ainsi que le Protocole additionnel signés à Luxembourg le 4 mai 1904.

Cette Convention reproduit textuellement, à deux différences près, la Convention franco-belge du 8 juillet 1899. L'article 9 consacre d'une manière générale le *forum contractus*; ce qui, par voie de conséquence entraînait la suppression du dernier alinéa de l'article 19 de la Convention franco-belge.

Le Protocole additionnel a pour objet de rencontrer quelques observations présentées par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et de préciser le sens de certaines dispositions de la Convention. Ces divers points ont été mis en lumière dans le rapport suivant que M. Polydore de Pacpe, conseiller honoraire à la Cour de Cassation, a adressé à la Commission permanente de droit privé international.

« En Belgique », suivant l'article 42 de la loi du 25 mars 1876, « en matière » mobilière, l'action pourra être portée devant le juge du lieu dans lequel » l'obligation est née, ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée. » Et l'article 52 ajoute : « Les étrangers pourront être assignés devant les tribu- » naux du royaume soit par un belge, soit par un étranger, si l'obligation » qui sert de base à la demande est née, a été ou doit être exécutée en » Belgique ».

La loi du 25 mars 1876 consacre ainsi à l'égard des étrangers comme à

l'égard des Belges le *forum contractus*, à côté du *forum domicilii*. Le demandeur, belge ou étranger, a le choix entre l'un et l'autre (1).

Le *forum contractus* est conforme au droit des gens. Sauf en France, il était admis par l'ancienne jurisprudence; il l'était notamment dans les Pays-Bas autrichiens et dans le pays de Liège (2). N'en était-il pas de même dans le Grand-Duché de Luxembourg? Ce que dit Sohet, dans ses *Instituts de droit ou sommaire de jurisprudence pour les pays de Liège, de Luxembourg, Namur et autres*, ne nous permet pas de l'affirmer avec certitude.

Les nécessités du commerce avaient forcé la France à l'admettre en matière commerciale. Aussi en cette matière, l'article 420 du Code de procédure civile le consacre dans les cas qu'il indique.

L'article 42 de la loi du 23 mars 1876 ne fait que généraliser cet article et l'étendre aux matières civiles. Dans son rapport, fait au nom de la Commission extraparlamentaire, chargée de préparer la revision du Code de procédure civile (3), M. Allard dit : « Il n'existe pas de motifs pour traiter plus favorablement à cet égard les matières commerciales que les matières civiles. Ce qui est bon dans celles-là est précieux dans toutes, la célérité est impérieusement commandée dans l'intérêt des justiciables; l'article 420 n'avait pas d'autre but ». C'est ce qu'ont répété, M. Thonissen, dans son rapport à la Chambre des Représentants (4), et M. d'Anethan, dans son rapport au Sénat (5).

Aussi la Belgique proposa-t-elle à la France de consacrer dans leur convention, tant en matière civile qu'en matière commerciale, le *forum contractus* dans les termes où il l'est par l'article 42 de la loi du 23 mars 1876. Mais la France ne voulut l'admettre que comme *forum subsidiaire*. Elle fit insérer dans l'article 2 de la Convention que ce *forum* n'est ouvert que si le défendeur n'a ni domicile ni résidence en Belgique ou en France. Ce qui la détermina à exiger cette restriction, c'est qu'elle est inscrite dans le projet de loi présenté à la Chambre des députés, le 6 mars 1890, par le Garde des sceaux, M. Thevenet, et dont l'objet est la revision de la première partie du Code de procédure civile.

A moins de rompre les négociations, les délégués belges durent consentir à restreindre ainsi l'application du *forum contractus*. L'un d'eux, M. de Paepe, dans une lettre adressée à M. Dupont, vice-président du Sénat (6), a expliqué la nécessité de cette concession et en a déterminé la portée. M. Dupont a cru devoir insérer cette lettre dans son rapport.

Les délégués belges firent observer à leurs collègues français que le *forum contractus* n'étant plus suivant la convention que subsidiaire dans les deux pays contractants, l'article 42 de la loi belge du 23 mars 1876, qui en

(1) Voy. DE PAEPE, *Études sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, t. I, 8^e étude.

(2) Voy. DE PAEPE, *Études sur la compétence civile*, t. I, 2^e étude.

(3) Voy. CLOES, *Commentaire du Code de procédure civile belge tiré des travaux préparatoires et des discussions aux Chambres*, n° 90.

(4) Voy. CLOES, *Op. cit.*, n° 224.

(5) Voy. CLOES, *Op. cit.*, n° 459.

(6) Voy. *Pasinomie*, année 1900, p. 552.

fait un *forum* principal, n'était plus applicable aux Français, qu'ils perdaient le bénéfice de cet article.

Les délégués français, comprenant l'utilité de cet article, ne voulurent pas renoncer à en bénéficier. C'est pour en conserver le bénéfice que le dernier paragraphe de l'article 19 de la Convention stipule « qu'elle n'enlève aux Français aucun des droits que leur confère la loi belge du 25 mars 1876, tant qu'elle sera en vigueur ».

Il est évident que si les Français peuvent invoquer l'article 42 de cette loi contre les Belges, ceux-ci peuvent, par réciprocité, l'invoquer contre les Français. Les uns comme les autres restent soumis à cet article. Suivant l'article 1^{er} de la Convention qui en formule le principe dominant, les Français sont régis en Belgique par les mêmes règles de compétence que les nationaux. Ils ne peuvent y être traités différemment que les Belges; ils ne peuvent y invoquer contre les Belges des dispositions que ceux-ci ne pourraient invoquer contre eux (1).

D'autre part, les délégués belges firent insérer à la fin de l'article 2 de la Convention : « Les Belges conserveront en France les droits que leur » confère, en matière commerciale, l'article 420 du Code de procédure civile, » aussi longtemps que cette disposition restera en vigueur ». Étant soumis en France, en vertu de l'article 1^{er} de la Convention, aux mêmes règles de compétence que les nationaux, les Belges peuvent aussi être poursuivis devant les tribunaux français, en matière commerciale, suivant les règles tracées par l'article 420 du Code de procédure civile. Cet article leur reste applicable tant comme défendeurs que comme demandeurs (2).

De la combinaison des dispositions qui viennent d'être citées, il résulte qu'en Belgique les rapports entre Français et Belges restent régis en matière civile et en matière commerciale par l'article 42 de la loi du 25 mars 1876, qui les soumet les uns comme les autres au *forum contractus* principal. C'est seulement en France qu'en matière civile, le *forum contractus* n'est que subsidiaire, n'est ouvert que si le défendeur n'a ni domicile ni résidence en Belgique ou en France. Il suffit que le Belge ou le Français ait un domicile ou une résidence en Belgique pour que le *forum contractus* soit fermé au demandeur en France (3). Pour les affaires commerciales, le *forum contractus* continue à être régi en France, à l'égard des Belges comme des Français, par l'article 420 du Code de procédure civile. Ainsi, en ce qui concerne le *forum contractus*, les règles de compétence sont différentes dans les deux pays.

Nous devons proposer au Grand-Duché de Luxembourg, comme on l'avait fait à la France, d'établir l'uniformité sur ce point comme sur les autres, d'admettre le *forum contractus* comme *forum* principal, à côté du *forum domicilii*, de consacrer comme règle commune aux deux pays la disposition de l'article 42 de la loi belge du 25 mars 1876 : « En matière mobilière, » l'action pourra être portée devant le juge du lieu dans lequel l'obligation » est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée. »

(1) Voy. DE PAEPE, *De la compétence civile à l'égard des étrangers*, t. 1, 8^e étude, n° 14.

(2) Voy. DE PAEPE, *op. et loc. cit.*

(3) Voy. DE PAEPE, *op. et loc. cit.*

En vertu de cet article, les Luxembourgeois sont déjà soumis à cette règle en Belgique. Aucune disposition ne l'applique aux Belges dans le Grand-Duché, en matière civile. La Convention les y soumettrait. Les Luxembourgeois peuvent en Belgique se prévaloir du *forum contractus* contre les Belges. La Convention permettrait aux Belges dans le Grand-Duché de l'invoquer contre les Luxembourgeois. Comme le Grand-Duché n'est pas très étendu, qu'il ne compte que deux tribunaux, le *forum contractus* n'obligerait jamais ses habitants à de grands déplacements; il ne serait jamais très éloigné du *forum domicilii*, et même souvent il n'en serait pas distinct. En somme, le *forum contractus* serait plus profitable aux Luxembourgeois qu'aux Belges. Cette inégalité dans les avantages n'est pas pour la Belgique un motif de ne pas admettre une réciprocité parfaite, de ne pas soumettre dans les deux pays le *forum contractus* aux mêmes règles.

Dans le Grand-Duché, où l'article 420 du Code de procédure civile français est en vigueur, le *forum contractus* existe en matière commerciale dans les limites que cet article détermine. Par l'adoption d'une règle applicable à la fois en matière commerciale et en matière civile, cet article cesserait de l'être aux rapports entre Luxembourgeois et Belges.

Si le Grand-Duché adopte la règle proposée par la Belgique, il ne peut plus être question de reproduire dans la Convention la disposition finale de l'article 2 et celle de l'article 19 de la Convention franco-belge. Ces dispositions n'ont plus de raison d'être dès que le *forum contractus* est admis comme un *forum* principal, tant en matière civile qu'en matière commerciale.

Le Gouvernement du Grand-Duché demande si dans l'article 11, 2°, il ne conviendrait pas, pour en exprimer mieux la pensée, de remplacer les mots *passée en force de chose jugée* par ceux-ci : *susceptible d'exécution*. Comme le reconnaît le Gouvernement du Grand-Duché, les travaux préliminaires de la Convention franco-belge établissent clairement que tel est le sens de l'expression *passée en force de chose jugée*.

Dans son *Traité des jugements* (1), Poncet indique les différences entre la chose jugée devenue irrévocable et celle qui ne l'est pas encore. La première est pour le jugement une présomption de justice irréfragable, présomption *juris et de jure*; la seconde est une présomption légale de justice, mais *juris tantum*, c'est-à-dire susceptible d'être attaquée par l'une des voies ordinaires et, conséquemment, d'être détruite par la preuve contraire que pourrait administrer le réclamant.

Les lois romaines ont employé les mots *res judicata* tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre sens, comme le fait observer Voet, *ad Pandectas* (2).

Pour faire droit à l'observation du Gouvernement du Grand-Duché, il pourrait être dit dans un Protocole additionnel que l'article 11, 2°, exige non pas l'autorité de chose jugée absolue, mais cette autorité de chose jugée relative, qui permet de procéder à l'exécution de la décision, bien que des voies de recours soient encore ouvertes contre elle.

Pour satisfaire à une autre observation du Gouvernement du Grand-Duché,

(1) N° 555.

(2) L. A. XIII, tit. *De re judicata*, n° 2.

le Protocole additionnel devrait déclarer que, quoique la Convention ne le dise pas en termes exprès, les sentences arbitrales belges, comme les décisions judiciaires belges, rendues exécutoires dans le Grand-Duché, n'y entraîneront pas d'hypothèque judiciaire. La disposition finale du paragraphe 1^{er} de l'article 12 leur est applicable *a fortiori*.

Le Gouvernement du Grand-Duché demande encore qu'il soit dit à la fin de l'article 18 : « Le délai de l'appel est réglé et la Cour statue comme en » matière d'appel de référé ». L'article 18 porte seulement : « La Cour statue comme en matière d'appel de référé ».

Il importe de remarquer que dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17, la décision du président du tribunal de première instance ne peut être rendue qu'après débat contradictoire. C'est ce que dit expressément, au sujet de l'article 17, M. Van Cleemputte dans son rapport à la Chambre des Représentants (1). Celui qui demande l'*exequatur* dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17 doit donc assigner sa partie adverse. La procédure à suivre est celle qui est tracée par le Code de procédure civile, au titre *Des référés*. C'est cette procédure qui est prescrite par l'article 806, pour faire statuer provisoirement le président sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement. Si le président ne peut pas lever provisoirement ces difficultés sur simple requête, sans assignation de la partie adverse, à plus forte raison ne doit-il pas pouvoir le faire quand il s'agit de rendre définitivement exécutoires les jugements arbitraux prononcés et les actes authentiques passés dans un pays étranger. Avant d'accorder l'*exequatur*, il doit les examiner au point de vue de l'ordre public comme des intérêts privés.

La Convention fait entendre suffisamment que la procédure applicable est celle des référés, en disant, à la fin de l'article 18, que « la Cour statue comme » en matière d'appel de référé ». Il est inutile d'ajouter que le délai de l'appel est aussi réglé comme en matière d'appel de référé.

Il y a une autre observation qu'il ne sera pas inutile d'insérer dans le Protocole additionnel. C'est que l'article 17 s'applique aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés en pays étrangers, comme aux actes constitutifs d'hypothèque. C'est ce qu'a dit M. Van Cleemputte dans son rapport à la Chambre des Représentants (2). Cette assimilation est consacrée en Belgique par les articles 77 et 93 de la loi hypothécaire. On ne comprendrait pas qu'on fit une différence entre ces divers actes quand ils ont été passés en pays étrangers.

Un Protocole additionnel conçu dans le sens qui vient d'être indiqué dispenserait de faire aucune modification aux dispositions de la Convention franco-belge. »

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. DE FAVEREAU.

Le Ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

(1) *Pasinomie*, année 1900, p. 350.

(2) *Pasinomie*, année 1900, loc. cit.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de nos Ministres des
Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et
de la Justice sont autorisés à présenter, en
Notre nom, aux Chambres Législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sortiront leur plein et entier effet, la
Convention conclue entre la Belgique et le
Grand-Duché de Luxembourg, sur la com-
pétence judiciaire, sur l'autorité et l'exé-
cution des décisions judiciaires, des sentences
arbitrales et des actes authentiques ainsi que
le Protocole additionnel signés à Luxem-
bourg le 4 mai 1904.

Donné à Laeken le 8 novembre 1904.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken
en van Justitie zijn gemachtigd, in Onzen
naam, bij de Wetgevende Kamers, het ont-
werp van wet aan te bieden, waarvan de
inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen hunne volle en algeheele kracht
hebben, de tusschen België en het Groot-
hertogdom Luxemburg gesloten Overeen-
komst tot regeling van de rechterlijke
bevoegdheid, van het gezag en de uitvoering
der rechterlijke besluiten, der beslissingen
van scheidsmannen en der rechtsgeldige
akten, alsmede het daaraan toegevoegd
Protocol, beide den 4^e Mei 1904 te Luxem-
burg onderteevend.

Gegeven te Laeken den 8^e November 1904.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***P DE FAVEREAU.***Le Ministre de la Justice,**De Minister van Justitie,***J. VAN DEN HEUVEL.**

CONVENTION

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, désirant régler les rapports entre la Belgique et le Luxembourg sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. M. MICHOTTE DE WELLE, Son Ministre résident, Chargé d'Affaires de Belgique à Luxembourg;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,

M. Paul EYSCHEN, Son Ministre d'État, Président du Gouvernement Grand-Ducal, à Luxembourg,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

TITRE I^{er}.

De la compétence.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — En matière civile et en matière commerciale les Belges dans le Luxembourg et les Luxembourgeois en Belgique sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

§ 2. — Toutefois, les Belges ne peuvent invoquer dans le Luxembourg l'article 14 du Code civil pour traduire d'autres étrangers devant les tribunaux luxembourgeois que s'ils ont été autorisés par le Gouvernement Grand-Ducal à établir leur domicile dans le Luxembourg et tant qu'ils continuent d'y résider.

§ 3. — L'article 15 du Code civil cesse d'être applicable dans les rapports entre les Luxembourgeois et les Belges.

ART. 2.

En matière civile comme en matière commerciale, le juge belge ou le juge luxembourgeois du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande est née,

a été ou doit être exécutée, est compétent à l'égard des Luxembourgeois ou Belges, qu'ils soient demandeurs ou défendeurs. Cette règle s'applique aussi quand les défendeurs appartiennent à une autre nationalité, sauf les exceptions résultant des traités.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans l'un des Pays pour l'exécution d'un acte, les juges du lieu du domicile élu sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives à cet acte.

Si cependant le domicile n'a été élu qu'en faveur de l'une des parties contractantes, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre juge compétent.

§ 2. — Tout industriel ou commerçant, toute société civile ou commerciale de l'un des deux Pays, qui établit une succursale dans l'autre est réputé faire élection de domicile, pour le jugement de toutes les contestations concernant les opérations de la succursale, au lieu où celle-ci a son siège.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Les tribunaux de l'un des États contractants renvoient, si l'une des parties le demande, devant les tribunaux de l'autre Pays les contestations dont ils sont saisis, quand ces contestations y sont déjà pendantes ou quand elles sont connexes à d'autres contestations soumises à ces tribunaux. Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

§ 2. — Le juge devant lequel la demande originale est pendante connaît des demandes en garantie et des demandes reconventionnelles, à moins qu'il ne soit incompetent à raison de la matière.

ART. 5.

Le juge Belge ou Luxembourgeois, compétent pour statuer sur la demande en validité ou en mainlevée d'une saisie-arrêt, l'est également pour connaître de l'existence de la créance, à moins qu'il ne soit incompetent à raison de la matière, et sauf le cas de litispendance.

ART. 6.

Toutes les contestations relatives à la tutelle des mineurs ou des interdits sont portées devant le juge du lieu où la tutelle s'est ouverte.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Seront, dans chaque Pays, portées devant le juge du lieu de l'ouverture de la succession, les actions en pétition d'hérédité, les actions en partage et toutes autres entre cohéritiers jusqu'au partage, les actions contre l'exécuteur testamentaire, les actions en nullité ou en rescision de partage et

en garantie des lots, les actions des légataires et des créanciers contre les héritiers ou l'un d'eux.

§ 2. — La compétence relative à ces actions est limitée en Belgique suivant l'article 47 de la loi du 23 mars 1876.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant, belge ou luxembourgeois, dans l'un ou l'autre des deux Pays, est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. Pour les sociétés commerciales luxembourgeoises ou belges ayant leur siège social dans l'un des deux Pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social.

Les commerçants des deux nations, dont le domicile n'est ni en Belgique, ni dans le Luxembourg, peuvent être, néanmoins, déclarés en faillite dans l'un des deux Pays, s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas, le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

§ 2. — Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux Pays, par le tribunal compétent d'après les règles qui précèdent, s'étendent au territoire de l'autre. Le syndic ou curateur peut, en conséquence, prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse. Il ne peut, toutefois, procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'exequatur, conformément aux règles édictées par le Titre II ci-après. Le jugement d'homologation du concordat, rendu dans l'un des deux Pays, aura autorité de chose jugée dans l'autre et y sera exécutoire d'après les dispositions du même Titre II.

§ 3. — Lorsque la faillite déclarée dans l'un des deux Pays comprend une succursale ou un établissement dans l'autre, les formalités de publicité exigées par la législation de ce dernier Pays sont remplies, à la diligence du syndic ou du curateur, au lieu de cette succursale ou de cet établissement.

§ 4. — Les effets des sursis, concordats préventifs ou liquidations judiciaires, organisés par le tribunal du domicile du débiteur, dans l'un des deux États, s'étendent, dans la mesure et sous les conditions ci-dessus spécifiées, au territoire de l'autre État.

ART. 9.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par les législations luxembourgeoise et belge peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de chacun des deux Pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

ART. 10.

Pour tous les cas où la présente Convention n'établit pas de règles de compétence commune, la compétence est réglée dans chaque Pays par la législation qui lui est propre.

TITRE II.

De l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires,
des sentences arbitrales et des actes authentiques.

ART. 11.

Les décisions des Cours et Tribunaux rendues en matière civile ou en matière commerciale dans l'un des deux États ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du Pays où elle est invoquée;

2° Que d'après la loi du Pays où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée;

3° Que, d'après la même loi, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité;

4° Que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes;

5° Que les règles de compétence rendues communes aux deux Pays par la Convention n'aient pas été méconnues.

ART. 12.

Les décisions des Cours et Tribunaux, rendues dans l'un des deux États, peuvent être mises à exécution dans l'autre État, tant sur les meubles que sur les immeubles, après y avoir été déclarées exécutoires. Les décisions belges rendues exécutoires dans le Grand-Duché de Luxembourg n'y entraîneront pas hypothèque judiciaire.

L'exequatur est accordé par le Tribunal civil du lieu où l'exécution doit être poursuivie. Il a effet dans toute l'étendue du territoire.

Le Tribunal saisi de la demande d'exécution statue comme en matière sommaire et urgente. Son examen ne porte que sur les points énumérés dans l'article précédent.

ART. 13.

En accordant l'exequatur, le juge ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle est rendue exécutoire.

ART. 14.

Le jugement qui statue sur la demande d'exequatur n'est pas susceptible d'opposition. Il peut toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les quinze jours qui suivent la signification à partie. L'appel est jugé sommairement et sans procédure.

ART. 15.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux États ont dans l'autre l'autorité de la chose jugée, et peuvent y être rendues exécutoires, si elles satisfont aux conditions exigées par les n^{os} 1, 2, 3 et 4 de l'article 11.

L'exequatur est accordé par le président du Tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

ART. 16.

Les actes authentiques, exécutoires dans l'un des deux Pays, peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par le président du Tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

Ce magistrat vérifie si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le Pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du Pays où l'exequatur est requis.

ART. 17.

Les hypothèques consenties dans l'un des deux Pays n'auront d'effet à l'égard des immeubles situés dans l'autre que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par le président du Tribunal civil de la situation des biens.

Ce magistrat vérifie si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le Pays où ils ont été reçus.

ART. 18.

Dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire. Elle est susceptible d'appel.

La Cour statue comme en matière d'appel de référé.

ART. 19.

La présente Convention ne sera applicable qu'aux décisions rendues par les Cours et Tribunaux postérieurement au jour où elle sera devenue obligatoire dans les deux Pays.

Elle ne déroge pas à la Convention internationale conclue, à la Haye, le 14 novembre 1896, et relative à la procédure civile.

ART. 20.

La présente Convention est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Con-

tractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année et ainsi de suite, d'année en année, tant que l'une des parties ne l'aura pas dénoncée.

ART. 21.

La présente Convention sera soumise à l'approbation des Pouvoirs législatifs.

Les ratifications en seront échangées à Luxembourg aussitôt que faire se pourra, et la Convention entrera simultanément en vigueur dans les deux Pays au jour fixé par les Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le quatre mai mil neuf cent quatre.

(L. S.) MICHOTTE DE WELLE.

(L. S.) EYSCHEN.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les soussignés Plénipotentiaires de S. M. le Roi des Belges et de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, s'étant réunis aujourd'hui pour procéder à la signature de la Convention réglant les rapports des deux pays sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, sont convenus de ce qui suit :

I.

Il est entendu que l'article 11 n° 2 de la dite Convention n'exige pas que la décision judiciaire ait l'autorité de chose absolument jugée. Il suffit qu'elle soit susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle.

II.

Il est entendu que les sentences arbitrales belges (art. 15 de la Convention)

de même que les décisions des Cours et Tribunaux belges (art. 12) rendues exécutoires dans le Grand-Duché de Luxembourg n'y entraîneront pas hypothèque judiciaire.

III.

Il est entendu que l'article 17 de la Convention s'applique non seulement aux actes constitutifs d'hypothèque, mais encore aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans l'un des deux pays.

IV.

Le présent Protocole additionnel sera ratifié en même temps que la Convention signée aujourd'hui, à laquelle il se rapporte.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le quatre mai mil neuf cent quatre.

MICHOTTE DE WELLE.

EYSCHEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 NOVEMBER 1904.

Ontwerp van wet goedkeurende de Overeenkomst tusschen België en Luxemburg, tot regeling van de rechterlijke bevoegdheid, van het gezag en de uitvoering der rechterlijke besluiten, der beslissingen van scheidsmannen en der rechtsgeldige akten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U bijgaand wetsontwerp ter overweging voor te leggen, waarbij worden goedgekeurd de tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten Overeenkomst op de rechterlijke bevoegdheid, op het gezag en de uitvoering der rechterlijke besluiten, der beslissingen van scheidsmannen en der rechtsgeldige akten, alsmede het daaraan toegevoegd Protocol, beide den 4ⁿ Mei 1904 te Luxemburg onderteekend.

Die Overeenkomst is, op twee verschillen na, de woordelijke herhaling van de Fransch-Belgische Overeenkomst van 8ⁿ Juli 1899. Artikel 9 bekrachtigt het *forum contractus* op algemeene wijze; ten gevolge vanden is het laatste lid van artikel 19 der Fransch-Belgische Overeenkomst weggevallen.

Het toegevoegd Protocol heeft ten doel eenige door de Regeering van het Groothertogdom aangevoerde opmerkingen te behandelen en den zin van sommige schikkingen der Overeenkomst nader te bepalen. Die verschillende punten werden in het licht gesteld in het volgend verslag, dat de heer Polydore De Paepe, eere-raadsheer van het Verbrekingshof, tot de bestendige Commissie voor internationaal privaatrecht heeft gericht :

« In België zal », volgens artikel 42 der wet van 25ⁿ Maart 1876, « in zake » roerende goederen, de vordering mogen gebracht worden vóór den rechter » der plaats, waar de verplichting is ontstaan of waar zij uitgevoerd moet » worden of uitgevoerd is. » En artikel 52 voegt daarbij : « De vreemde- » lingen kunnen vóór de rechtbanken des Koninkrijks gedagvaard worden,

» hetzij door eenen Belg, hetzij door eenen vreemdeling, indien de ver-
 » plichting dienende tot grondslag aan den eisch in België ontstaan is, er
 » uitgevoerd is of er uitgevoerd moet worden ».

De wet van 25^{de} Maart 1876 erkent aldus, zoowel ten opzichte van vreemdelingen als van Belgen, het *forum contractus* nevens het *forum domicilii*. De eischer, hij zij Belg of vreemdeling, heeft de keus tusschen beide ⁽¹⁾.

Het *forum contractus* strookt met het volkenrecht. Uitgenomen in Frankrijk, was het door de oudere jurisprudentie erkend, onder andere, in de Oostenrijksche Nederlanden en in het Land van Luik ⁽²⁾. Was dit niet het geval in het Groothertogdom Luxemburg? Wat Sohet zegt in zijne *Instituts de droit ou sommaire de jurisprudence pour les pays de Liège, de Luxembourg, Namur et autres*, laat ons niet toe zulks stellig te bevestigen.

De behoeften van den handel hadden Frankrijk genoopt het te erkennen in zaken van koophandel. Ook wordt het te dier zake door artikel 420 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bekrachtigd in de aldaar aangewezen gevallen.

Artikel 42 van de wet van 25^{de} Maart 1876 had geen ander doel dan het algemeen te maken en het uit te breiden tot burgerlijke zaken. In zijn verslag, uitgebracht namens de extra-parlementaire commissie belast met het voorbereiden van de herziening van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering ⁽³⁾, zegt de heer Allard : « Er bestaan geene redenen om, in dat » opzicht, handelszaken gunstiger te behandelen dan burgerlijke zaken. Wat » voor gene goed is, is kostbaar voor alle; spoedige behandeling dringt zich » noodzakelijk op in het belang der rechtsbedeelden; artikel 420 had geen » ander doel ». Dat herhaalden de heer Thonissen, in zijn verslag aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers ⁽⁴⁾, en de heer d'Anethan in zijn verslag aan den Senaat ⁽⁵⁾.

Ook stelde België aan Frankrijk voor, in hunne onderlinge overeenkomst het *forum contractus* zoowel in burgerlijke zaken als in zaken van koophandel te bekrachtigen in dezelfde termen als het door artikel 42 der wet van 25^{de} Maart 1876 bepaald is. Doch Frankrijk verlangde het slechts aan te nemen als een bijzakelijk *forum*. In artikel 2 van de Overeenkomst liet het opnemen, dat bedoeld *forum* maar openstaat zoo de verweerder in België of in Frankrijk noch woonplaats noch verblijfplaats heeft. Tot het vergen van die beperking werd door Frankrijk besloten omdat deze voorkomt in het wetsontwerp, dat den 6^{de} Maart 1890 door den « Garde des sceaux », den heer Thévenet, ter Kamer van Afgevaardigden werd aangeboden en dat ten doel had de herziening van het eerste deel van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

(1) Zie DE PAEPE, *Études sur la compétence civile à l'égard des étrangers*, t. I, 8^e étude.

(2) Zie DE PAEPE, *Études sur la compétence civile*, t. I, 2^e étude.

(3) Zie CLOES, *Commentaire du Code de procédure civile belge tiré des travaux préparatoires et des discussions aux Chambres*, n^o 90.

(4) Zie CLOES, *Op. cit.*, n^o 224.

(5) Zie CLOES, *Op. cit.*, n^o 439.

Met de aldus beperkte toepassing van het *forum contractus* moesten de Belgische afgevaardigden wel instemmen, wilden zij de onderhandelingen niet afbreken. In een schrijven aan den heer Dupont, ondervoorzitter van den Senaat ⁽¹⁾, legt een dier afgevaardigden, met name de heer de Paepe, de noodzakelijkheid van die toegeving uit en bepaalt hij er de beteekenis van. De heer Dupont heeft gemeend dat schrijven in zijn verslag te moeten opnemen.

De Belgische afgevaardigden maakten hunne Fransche collega's opmerkzaam op het feit dat, aangezien volgens de Overeenkomst het *forum contractus* in de beide verdragsluitende landen slechts een bijzakelijk *forum* zou zijn, artikel 42 der Belgische wet van 25ⁿ Maart 1876, waarbij het als een hoofdzakelijk *forum* wordt erkend, niet meer van toepassing zou zijn op Franschen en dat het voordeel van dit artikel voor hen verloren was.

Bewust van het nut van dit artikel, wilden de Fransche afgevaardigden niet afzien van het daaraan verbonden voordeel. Om dit te behouden, wordt bij de slotparagraaf van artikel 19 der Overeenkomst bepaald : « zij (de Overeenkomst) berooft de Franschen van geen enkel der rechten die de Belgische wet van 25ⁿ Maart 1876 hun verleent, zoolang die wet van kracht blijft ».

Het spreekt dat, zoo de Franschen artikel 42 van die wet tegen de Belgen kunnen inroepen, dezen het bij wederkeerigheid tegen de Franschen kunnen aanvoeren. Dat artikel blijft gelden zoowel voor de eenen als voor de anderen. Volgens artikel 1 der Overeenkomst, waarin dezer hoofdbeginzel wordt uitgedrukt, worden in België de Franschen beheerscht door dezelfde regelen van bevoegdheid als de Belgen zelfden. Zij mogen er niet anders behandeld worden dan de Belgen; zij kunnen er tegen de Belgen geene bepalingen inroepen, welke dezen niet tegen hen zouden kunnen aanvoeren ⁽²⁾.

Ten andere, lieten de Belgische afgevaardigden aan het slot van artikel 2 der Overeenkomst opnemen wat volgt : « In Frankrijk behouden de Belgen » de rechten die hun, in zaken van koophandel, zijn toegekend bij artikel 420 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, zoolang die » bepaling van kracht blijft ». Daar de Belgen, krachtens artikel 1 van de Overeenkomst, in Frankrijk onderworpen zijn aan dezelfde regels van bevoegdheid als de Franschen, kunnen zij, in zaken van koophandel, ook voor de Fransche rechtbanken worden betrokken naar de regels, neergeschreven in artikel 420 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Dat artikel blijft op hen toepasselijk, zij wezen verweerders of eischers ⁽³⁾.

Uit de verbinding van de zooeven aangehaalde bepalingen volgt, dat in België de betrekkingen tusschen Franschen en Belgen in burgerlijke zaken en in zaken van koophandel beheerscht blijven door artikel 42 der wet van 25ⁿ Maart 1876, dat de eenen evenals de anderen aan het hoofdzakelijk *forum contractus* onderwerpt. In burgerlijke zaken is, in Frankrijk alleen, het *forum contractus* slechts een bijzakelijk *forum* en staat het slechts open

(1) Zie *Pasinomie*, jaargang 1900, bl. 552.

(2) Zie DE PAEPE, *De la compétence civile à l'égard des étrangers*, t. I, 8^e étude, n^o 14.

(3) Zie DE PAEPE, *op. et loc. cit.*

indien de verweerder in België noch in Frankrijk woonplaats of verblijfplaats heeft. Het volstaat dat de Belg of de Franschman eene woonplaats of eene verblijfplaats in België hebbe, opdat in Frankrijk het *forum contractus* voor den eischer ontoegankelijk zij ⁽¹⁾. In zaken van koophandel, blijft, in Frankrijk, ten opzichte én van Belgen én van Franschen, het *forum contractus* beheerscht door artikel 420 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Aldus verschillen de bevoegdheidsregelen in de twee landen wat het *forum contractus* betreft.

Aan het Groothertogdom Luxemburg dienen wij, evenals aan Frankrijk werd voorgeslagen, voor te stellen omtrent dat punt evenals omtrent de overige punten, tot eenheid te komen, het *forum contractus* als hoofdzakelijk *forum* te erkennen nevens het *forum domicili*; als gemeenen regel voor de beide landen te bekrachtigen de bepaling van artikel 42 der Belgische wet van 25ⁿ Maart 1876 : « In zake roerende goederen zal de vordering mogen » gebracht worden voor den rechter der plaats, waar de verplichting is » ontstaan of waar zij uitgevoerd moet worden of uitgevoerd is ».

Krachtens dat artikel, geldt die regel reeds voor de Luxemburgers in België. Geene enkele bepaling stelt hem, in burgerlijke zaken, toepasselijk op Belgen in het Groothertogdom. De Overeenkomst zou hen daaraan onderwerpen. In België kunnen de Luxemburgers het *forum contractus* tegen de Belgen inroepen. De Overeenkomst zou de Belgen, in het Groothertogdom, in staat stellen het tegen de Luxemburgers aan te voeren. Het grondgebied van het Groothertogdom is niet zeer uitgestrekt en er bestaan slechts twee rechtbanken : derhalve zou het *forum contractus* zijne inwoners nooit verplichten tot verre reizen; nooit zou het zeer ver van het *forum domicili* afgelegen, vaak zou het er zelfs niet van gescheiden zijn. Kortom, het *forum contractus* ware voordeliger voor de Luxemburgers dan voor de Belgen. In die ongelijke voordeelen ligt nu, voor België, geene reden om geene volkomen wederkeerigheid aan te nemen, om niet in beide landen het *forum contractus* aan dezelfde regels te onderwerpen.

In het Groothertogdom, waar artikel 420 van het Fransch Wetboek van burgerlijke rechtsvordering van kracht is, bestaat, in zaken van koophandel, het *forum contractus* binnen de grenzen, door dat artikel bepaald. Door de aanneming van eenen regel, tevens toepasselijk in zaken van koophandel en in burgerlijke zaken, zou dat artikel niet meer gelden voor de betrekkingen tusschen Luxemburgers en Belgen.

Sluit het Groothertogdom zich bij den door België voorgestelden regel aan, dan kan het opnemen, in de Belgisch-Luxemburgsche Overeenkomst, van de slotbepaling van artikel 2 en van de bepaling van artikel 19 der Fransch-Belgische Overeenkomst niet meer ter sprake komen. Die bepalingen hebben geen reden van bestaan meer wanneer het *forum contractus* als hoofdzakelijk *forum* wordt erkend zoowel in burgerlijke zaken als in zaken van koophandel.

De Regeering van het Groothertogdom vraagt of het niet wenschelijk

(1) Zie DE PAEPPE, op. et loc. cit.

ware, in artikel 11, 2^o, tot betere uitdrukking van de gedachte, de woorden « kracht van gewijsde heeft verkregen » te vervangen door « vatbaar voor uitvoering is geworden ». Zooals de Regeering van het Groothertogdom het erkent, blijkt duidelijk uit de werkzaamheden tot voorbereiding van de Fransch-Belgische Overeenkomst, dat de uitdrukking *kracht van gewijsde heeft verkregen* wel die beteekenis heeft.

In zijn *Traité des jugements* (1), wijst Poncet op de verschillen tusschen het gewijsde dat onherroepelijk geworden en het gewijsde dat nog niet onherroepelijk geworden is. Het eerste is voor het vonnis een onwraakbaar vermoeden van rechtspraak, een vermoeden *juris et de jure*; het andere is een wettig vermoeden van rechtspraak, doch *juris tantum*, dat wil zeggen, vatbaar voor verhaal door een der gewone rechtsmiddelen, en derhalve voor vernietiging door het tegenbewijs dat de aanvoerder mocht leveren.

Zooals Voet, *ad Pandectas* (2) doet opmerken, worden, in de Romeinsche wetten, de woorden *res judicata* nu in den eenen, dan in den anderen zin gebezigd.

Om het door de Groothertogelijke Regeering geopperd bezwaar uit den weg te ruimen, zou in een toegevoegd protocol kunnen gezegd worden, dat artikel 11, 2^o, niet de volstreckte kracht van gewijsde vergt, wel die betrekkelijke kracht van gewijsde, waarbij het toegelaten is het besluit ten uitvoer te leggen, alhoewel daartegen nog verhaalmiddelen openstaan.

Tot opheffing van een ander bezwaar der Groothertogelijke Regeering, diende in het toegevoegd protocol verklaard dat, alhoewel zulks niet uitdrukkelijk in de Overeenkomst is gezegd, de in het Groothertogdom uitvoerbaar gemaakte Belgische beslissingen van scheidsmannen er evenmin als de Belgische rechterlijke besluiten aanleiding zullen geven tot gerechtelijke hypotheek. Op die beslissingen van scheidsmannen is de slotbepaling van paragraaf 1 van artikel 12 des te eerder toepasselijk.

De Groothertogelijke Regeering vraagt nog dat aan het slot van artikel 18 worde gezegd : « De termijn voor het instellen van beroep wordt geregeld en » het Hof beslist als in zake beroep van kortgeding ». Thans luidt artikel 18 slechts als volgt : « Het Hof beslist als in zake beroep van kortgeding ».

Er dient aangemerkt, dat in gevallen als bij artikelen 15, 16 en 17 bedoeld, de beslissing van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg slechts na tegenspraak kan worden verleend. Zoo spreekt uitdrukkelijk, naar aanleiding van artikel 17, de heer Van Cleemputte in zijn verslag aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers (3). Wie, in gevallen als bij artikelen 15, 16 en 17 voorzien, het verlot van executie vraagt, moet dus zijne tegenpartij dagvaarden. De hier passende rechtspleging is aangewezen door het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, onder den titel *Over kortgeding*. 't Is die rechtspleging die door artikel 806 wordt voorgeschreven om den voorzitter voorloopig te laten beslissen omtrent bezwaren betreffende de uitvoering van een uitvoerbaren titel of van een vonnis. Zoo de voorzitter die bezwaren niet

(1) N^o 355.

(2) L. A. XIII, tit. *De re judicata*, n^o 2.

(3) *Pasinomie*, jaargang 1900, blz. 350

voorloopig kan opheffen op een eenvoudig verzoekschrift, zonder dagvaarding van de tegenpartij, met des te meer grond moet hem zulks niet mogelijk zijn waar het geldt in den vreemde uitgesproken beslissingen van scheidsmannen en verleden rechtsgeldige akten voorgoed uitvoerbaar te stellen. Vooraleer het verlof van executie te verleenen, dient hij ze te onderzoeken ten opzichte van de publieke orde en van het particulier belang.

Aangezien in het slot van artikel 18 wordt gezegd : « Het Hof beslist als in zake beroep van kortgeding », geeft de Overeenkomst duidelijk genoeg te kennen dat hier de rechtspleging van het kortgeding toepasselijk is. Nutteloos is het, daaraan toe te voegen dat de termijn voor het instellen van beroep ook wordt geregeld als in zake beroep van kortgeding.

Er is eene andere aanmerking, die niet zonder nut hare plaats zal vinden in het toegevoegd protocol. Namelijk dat artikel 17 van toepassing is op in den vreemde verleden akten van toestemming in doorhaling of in vermindering evenals op de akten tot het stellen van hypotheek. Dat heeft de heer Van Cleemputte gezegd in zijn verslag aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers (1). Die gelijkstelling is in België bekrachtigd door artikelen 77 en 93 van de hypotheekwet. Verschillende behandeling van die akten, wanneer zij in den vreemde werden verleden, ware onbegrijpelijk.

Een toegevoegd protocol, opgesteld in den zoeven aangewezen zin, zou elke wijziging in de bepalingen van de Fransch-Belgische Overeenkomst onnoodig maken.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

(1) *Pasinomie*, jaargang 1900, loc. cit

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des
Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et
de la Justice sont autorisés à présenter, en
Notre nom, aux Chambres Législatives le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sortiront leur plein et entier effet, la
Convention conclue entre la Belgique et le
Grand-Duché de Luxembourg, sur la com-
pétence judiciaire, sur l'autorité et l'exé-
cution des décisions judiciaires, des senten-
ces arbitrales et des actes authentiques ainsi que
le Protocole additionnel signés à Luxem-
bourg le 4 mai 1904.

Donné à Laeken le 8 novembre 1904.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil !

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken
en van Justitie zijn gemachtigd, in Onzen
naam, bij de Wetgevende Kamers, het ont-
werp van wet aan te bieden, waarvan de
inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen hunne volle en algeheele kracht
hebben, de tusschen België en het Groot-
hertogdom Luxemburg gesloten Overeen-
komst tot regeling van de rechterlijke
bevoegdheid, van het gezag en de uitvoering
der rechterlijke besluiten, der beslissingen
van scheidsmannen en der rechtsgeldige
akten, alsmede het daaraan toegevoegd
Protocol, beide den 4ⁿ Mei 1904 te Luxem-
burg ondertekend.

Gegeven te Laken, den 8ⁿ November 1904.**LÉOPOLD.**

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

*Le Ministre de la Justice,**De Minister van Justitie,*

J. VAN DEN HEUVEL.

OVEREENKOMST

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, verlangende de betrekkingen tusschen België en Luxemburg te regelen wat betreft de rechterlijke bevoegdheid, het gezag en de uitvoering der rechterlijke besluiten, der beslissingen van scheidsmannen en der rechtsgeldige akten, hebben beslist met dat doel eene Overeenkomst te sluiten, en tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

Den heer M. MICHOTTE DE WELLE, Zijn Minister-Resident, Belgisch Zaakgelastigde te Luxemburg;

En Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg,

Den heer Paul EYSCHEN, Zijn Staatsminister, Voorzitter van de Groothertogelijke Regeering, te Luxemburg,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, zijn overeengekomen omtrent de volgende bepalingen :

TITEL I.

Van de bevoegdheid.

ARTIKEL ÉÉN.

§ 1. — In burgerlijke zaken en in zaken van koophandel, worden de Belgen in Luxemburg en de Luxemburgers in België door dezelfde regelen van bevoegdheid beheerscht als de landgenooten.

§ 2. — In Luxemburg mogen de Belgen echter, op grond van artikel 14 van het Burgerlijk Wetboek, geene andere vreemdelingen vóór de Luxemburgsche rechtbanken betrekken, tenzij zij, door de Groothertogelijke Regeering ertoe gemachtigd zijn zich metterwoon in het Groothertogdom te vestigen, en enkel zoolang zij daar verblijf houden.

§ 3. — Artikel 15 van het Burgerlijk Wetboek is niet meer van toepassing op de betrekkingen tusschen Luxemburgers en Belgen.

ART. 2.

In burgerlijke zaken, evenals in zaken van koophandel, is de Belgische rechter of de Luxemburgsche rechter der plaats waar de verplichting dienende tot grondslag van den eisch ontstaan is, uitgevoerd is of uitgevoerd moet worden, bevoegd ten opzichte van Luxemburgers of Belgen, zij wezen eischers of verweerders. Deze regel is ook van toepassing wanneer de verweerders tot eene andere nationaliteit behooren, behoudens de uitzonderingen, voortvloeiende uit de traktaten.

ART. 3.

§ 1. — Wanneer, voor het ten uitvoer leggen van eene akte, in een der Landen eene woonplaats werd verkozen tot toekenning van rechterlijke bevoegdheid, zijn de rechters van de gekozen woonplaats alleen bevoegd om kennis te nemen van de geschillen betreffende die akte.

Werd echter de woonplaats maar gekozen ten voordeele van eene der verdragsluitende partijen, zoo behoudt deze het recht de zaak vóór elk anderen bevoegden rechter te brengen.

§ 2. — Ieder industrieel of koopman, iedere burgerlijke vennootschap of vennootschap van koophandel van een der beide Landen, die in het andere Land eene filiaal opricht, wordt aangemerkt voor het oordeelen van al de geschillen betreffende de verrichtingen van de filiaal woon te kiezen in de plaats, waar deze gevestigd is.

ART. 4.

§ 1. — Op verzoek van eene der partijen, verwijzen de rechtbanken van den eenen der verdragsluitende Staten de vóór haar gebrachte geschillen vóór de rechtbanken van het andere Land, wanneer die geschillen daar reeds aanhangig zijn of wanneer zij verknocht zijn aan andere bij die rechtbanken aanhangige geschillen. Mogen enkel worden beschouwd als aan elkander verknocht te zijn, de geschillen die van dezelfde zaak uitgaan of over hetzelfde onderwerp handelen.

§ 2. — De rechter vóór wien de oorspronkelijke eisch aanhangig is, neemt kennis van de eischen tot vrijwaring en van de tegeneischen, tenzij hij uit hoofde van het onderwerp des geschils onbevoegd zij.

ART. 5.

De Belgische of de Luxemburgsche rechter, die bevoegd is om uitspraak te doen over den eisch tot van waardeverklaring of ophelling van een beslag, is eveneens bevoegd tot kennisneming van het bestaan der schuldvordering, tenzij hij uit hoofde van het onderwerp des geschils onbevoegd zij, en buiten het geval van aanhangigheid.

ART. 6.

Alle geschillen betreffende de voogdij van minderjarigen of van onder curatele gestelde personen worden gebracht vóór den rechter der plaats waar de voogdij is ontstaan.

ART. 7.

§ 1. — Worden, in elk Land, vóór den rechter van de plaats waar de erfenis opengevallen is, gebracht de vorderingen tot verkrijging van erfenis, de vorderingen tot boedelscheiding en alle andere onder mede-erfgenamen tot aan de boedelscheiding ontstane vorderingen, de vorderingen tegen den uitvoerder der laatste wilsbeschikking, de vorderingen tot nietigverklaring of tot vernietiging van de boedelscheiding en tot vrijwaring van de kavels, de vorderingen van de legatarissen en schuldeischers tegen de erfgenamen of tegen een onder hen.

§ 2. — In België is de bevoegdheid betreffende die vorderingen beperkt volgens artikel 47 der wet van 25^e Maart 1876.

ART. 8.

§ 1. — De rechtbank van de woonplaats van een Belgischen of Luxemburgschen koopman in het eene of andere der beide Landen is alleen bevoegd om de failliet van dien koopman uit te spreken. Voor Luxemburgsche of Belgische vennootschappen van koophandel, welker maatschappelijke zetel in een der beide Landen is gevestigd, is bevoegd de rechtbank van dien maatschappelijken zetel.

De kooplieden der beide natiën, wier woonplaats noch in België noch in het Groothertogdom Luxemburg is, kunnen niettemin in een der beide Landen failliet verklaard worden, zoo zij er een kantoor bezitten. In dat geval, is bevoegd de rechtbank van de plaats waar dat kantoor bestaat.

§ 2. — De uitwerking van de failliet, in een van beide Landen uitgesproken door de rechtbank die volgens voorgaande regelen bevoegd is, strekt zich uit tot op het grondgebied van het andere Land. Derhalve kan de curator alle maatregelen tot bewaring of beheer nemen, en alle rechtsvorderingen inspannen als vertegenwoordiger van den gefailleerde of van den boedel. Tot daden van uitvoering mag hij echter maar overgaan, voor zoover het vonnis, krachtens hetwelk hij handelt, overeenkomstig de regelen, bij onderstaanden Titel II gesteld, bekleed is met het verlot van executie. Het vonnis tot bekrachtiging van akkoord, in een der beide Landen uitgesproken, zal in het andere Land kracht van gewijsde hebben en er uitvoerbaar zijn volgens de bepalingen van denzelfden Titel II.

§ 3. — Wanneer in de failliet, in een van beide Landen uitgesproken, eene filiaal of een kantoor in het andere Land gevestigd begrepen is, worden de formaliteiten van openbaarmaking, door de wetgeving van laatstvermeld Land vereischt, ter naastigheid van den curator vervuld ter plaatse waar die filiaal of dat kantoor gevestigd is.

§ 4. — De uitwerking van de schorsingen, akkoorden of gerechtelijke zakenvereffeningen, ingericht door de rechtbank van de woonplaats van den schuldenaar in eenen der beide Staten, strekken zich uit, in de mate en onder de voorwaarden als hiervoren bepaald, tot op het grondgebied van den anderen Staat.

ART. 9.

De voorloopige maatregelen of de maatregelen tot bewaring, ingesteld door de Luxemburgsche en de Belgische wetgeving kunnen, in dringende gevallen, worden gevorderd van de overheid in elk der beide Landen, om het even welke rechter bevoegd is om van den grond der zaak kennis te nemen.

ART. 10.

Voor al de gevallen, waarin deze Overeenkomst geene regelen van gemeenschappelijke bevoegdheid stelt, is, in elk Land, de bevoegdheid geregeld door dezès eigene wetgeving.

TITEL II.

Van het gezag en de uitvoering der rechterlijke besluiten, der beslissingen van scheidsmannen en der rechtsgeldige akten.

ART. 11.

De besluiten der Hoven en Rechtbanken, uitgesproken in burgerlijke zaken of in zaken van koophandel in een der beide Staten, hebben in den anderen Staat kracht van gewijsde, zoo zij de volgende voorwaarden in zich vereenigen :

1° Dat het besluit niets inhoudt, dat in strijd zij met de openbare orde of met de begrippen van gemeen recht van het Land, waar het ingeroepen wordt;

2° Dat het volgens de wet van het Land, waar het uitgesproken werd, kracht van gewijsde heeft verkregen;

3° Dat, volgens dezelfde wet, de daarvan ingediende uitgifte de voorwaarden in zich vereenigt, die voor hare rechtsgeldigheid noodig zijn;

4° Dat de partijen wettiglijk werden opgeroepen, vertegenwoordigd of achterblijvend verklaard;

5° Dat de door de Overeenkomst voor beide Landen gemeenschappelijk gemaakte regelen van bevoegdheid niet werden miskend.

ART. 12.

De in een van beide Landen uitgesproken besluiten van Hoven en Rechtbanken kunnen in den anderen Staat, nadat zij er uitvoerbaar werden verklaard, ten uitvoer worden gelegd zoowel op de roerende als op de onroerende goederen. De in het Groothertogdom Luxemburg uitvoerbaar

verklaarde Belgische besluiten zullen er geen aanleiding geven tot gerechtelijke hypotheek.

Het verlof van executie wordt verleend door de burgerlijke Rechtbank van de plaats waar de tenuitvoerlegging moet worden voortgezet. Het heeft uitwerking over de geheele uitgestrektheid van het grondgebied.

De Rechtbank vóór dewelke de vraag tot tenuitvoerlegging is gebracht, beslist als in zaken van korte, dringende behandeling. Haar onderzoek strekt zich enkel uit tot de punten, in het vorig artikel opgesomd.

ART. 13.

Bij het verleenen van het verlof van executie, beveelt de rechter, zoo daartoe aanleiding bestaat, de noodige maatregelen opdat aan het buitenslands uitgesproken besluit dezelfde openbaarheid worde gegeven alsof het uitgesproken ware geworden in het gebied, waar het uitvoerbaar wordt gemaakt.

ART. 14.

Het vonnis, waarbij wordt beslist over de vraag tot uitvoerbaarverklaring, is niet vatbaar voor verzet. Binnen de vijftien dagen na de beteekening aan partij, kan het steeds bij wijze van beroep worden bestreden. Over het beroep wordt beslist als in zaken van korte behandeling en zonder rechtspleging.

ART. 15.

De beslissingen van scheidsmannen, in een van beide Staten gewezen, hebben in den anderen Staat kracht van gewijsde en kunnen er uitvoerbaar gemaakt worden, zoo zij voldoen aan de voorwaarden, bij n^{os} 1, 2, 3 en 4 van artikel 11 vereischt.

Het verlof van executie wordt verleend door den voorzitter van de burgerlijke Rechtbank in het arrondissement, waar de tenuitvoerlegging wordt voortgezet.

ART. 16.

De in een van beide Landen uitvoerbare rechtsgeldige akten kunnen in het andere Land uitvoerbaar worden verklaard door den voorzitter van de burgerlijke Rechtbank van het arrondissement, waar de tenuitvoerlegging wordt gevraagd.

Die rechtspersoon onderzoekt of de akten de noodige voorwaarden in zich vereenigen om rechtsgeldig te zijn in het Land, waar zij werden verleden en of de bepalingen, waarvan de tenuitvoerlegging wordt voortgezet niets behelzen dat strijdig is met de openbare orde of met de begrippen van gemeen recht van het Land, waar het verlof van executie wordt gevraagd.

ART. 17.

De in een van beide Landen verleende hypotheek hebben slechts dan uitwerking ten aanzien van in het andere Land gelegen onroerende goederen, wanneer de akten, die er de bepaling van behelzen, uitvoerbaar zijn gemaakt

door den voorzitter van de burgerlijke Rechtbank, op welker rechtsgebied de goederen gelegen zijn

Die rechtspersoon onderzoekt of de akten en de volmachten, die tot aanvulling daarvan dienen, al de noodige voorwaarden in zich vereenigen om rechtsgeldig te zijn in het Land, waar zij werden verleden.

ART. 18.

In de gevallen, bij artikelen 15, 16 en 17 voorzien, heeft de beslissing van den voorzitter uitwerking over de geheele uitgestrektheid van het grondgebied. Zij is vatbaar voor beroep.

Het Hof beslist als in zake beroep van kortgeding.

ART. 19.

Deze Overeenkomst zal enkel van toepassing zijn op de besluiten door de Hoven en Rechtbanken uitgesproken na den dag waarop zij in beide Landen bindend zal zijn geworden.

Zij behelst geene afwijking van de op 14 November 1896 te 's Gravenhage gesloten internationale Overeenkomst betreffende de rechtspleging in burgerlijke zaken.

ART. 20.

Deze Overeenkomst is gesloten voor vijf jaren te rekenen van den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Ingeval geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, één jaar vóór het vervallen van dien tijd, haar inzicht heeft te kennen gegeven de uitwerking ervan te doen ophouden, zal de Overeenkomst nog één jaar bindend zijn en zoo voort, telkens voor één jaar, zoolang eene van beide Partijen ze niet opgezegd heeft.

ART. 21.

Deze Overeenkomst zal aan de goedkeuring der Wetgevende Machten onderworpen worden.

De akten van bekrachtiging ervan zullen zoo spoedig mogelijk te Luxemburg worden uitgewisseld en de Overeenkomst zal in de beide Landen gelijktijdig in werking treden op den dag bepaald door de Verdragsluitende Partijen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in tweevoud te Luxemburg, den vierden Mei negentienhonderd en vier.

(L. S.) MICHOTTE DE WELLE.

(L. S.) EYSCHEN.

TOEGEVOEGD PROTOCOL

De ondergeteekende Gevolmachtigden van Z. M. den Koning der Belgen en van Z. K. H. den Groothertog van Luxemburg, zijnde heden bijeengekomen om over te gaan tot de onderteekening van de Overeenkomst tot regeling van de betrekkingen tusschen beide Landen omtrent de rechterlijke bevoegdheid, het gezag en de uitvoering der rechterlijke besluiten, der beslissingen van scheidsmannen en der rechtsgeldige akten. zijn overeengekomen omtrent hetgene volgt :

I.

Er wordt verstaan dat bij artikel 11 n^o 2 van bedoelde Overeenkomst niet wordt vereischt dat het rechterlijk besluit volstreckte kracht van gewijsde hebbe verkregen. Het volstaat dat het besluit voor uitvoering vatbaar zij in het Land, waar het werd gewezen, alhoewel daar nog verhaalmiddelen tegen dat besluit openstaan.

II.

Er wordt verstaan dat de Belgische beslissingen van scheidsmannen (art. 18 der Overeenkomst) evenals de besluiten van Belgische Hoven en Rechtbanken (art. 12), in het Groothertogdom Luxemburg uitvoerbaar gemaakt, er geen aanleiding zullen geven tot gerechtelijke hypotheek.

III.

Er wordt verstaan dat artikel 17 van de Overeenkomst van toepassing is niet alleen op de akten van hypotheekstelling, maar ook op de akten van toestemming in doorhaling of vermindering, die in een van beide Landen zijn verleden.

IV.

Dit toegevoegd Protocol zal worden bekrachtigd tegelijkertijd als de heden onderteekende Overeenkomst, waarop het betrekking heeft.

Gedaan in tweevoud te Luxemburg, den vierden Mei negentienhonderd en vier.

MICHOTTE DE WELLE.

EYSCHEN

